



HAL
open science

Quand le pluralisme de l'information des réseaux numériques devient toxique : les tactiques de sous-exposition médiatique et de repli relationnel

Julien Figeac, Anne-Sophie Béliard, Laëtitia Bideau, Liza Rives

► To cite this version:

Julien Figeac, Anne-Sophie Béliard, Laëtitia Bideau, Liza Rives. Quand le pluralisme de l'information des réseaux numériques devient toxique : les tactiques de sous-exposition médiatique et de repli relationnel. Recherches en sciences sociales sur Internet/Social science research on the Internet, 2024, Publication anticipée (13), <10.4000/11oxc>. <halshs-04580940>

HAL Id: halshs-04580940

<https://shs.hal.science/halshs-04580940v1>

Submitted on 21 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

Quand le pluralisme de l'information des réseaux numériques devient toxique : les tactiques de sous-exposition médiatique et de repli relationnel

Julien Figeac

LISST, CNRS

Anne Sophie Beliard

PACTE, UGA

Laëtita Bideau

CIRFASE, UCLouvain

Liza Rives

LISST, CNRS

Version des auteurs.

Référence :

Julien Figeac, Anne Sophie Beliard, Laëtita Bideau et Liza Rives, « Quand le pluralisme de l'information des réseaux numériques devient toxique : les tactiques de sous-exposition médiatique et de repli relationnel », *RESET* [En ligne], | 2024, mis en ligne le 20 mai 2024, consulté le 20 mai 2024.

URL: <http://journals.openedition.org/reset/4880>

Résumé.

Pour comprendre les incertitudes soulevées par la crise du Covid-19, les personnes ont diversifié leurs pratiques d'information en consultant des nouvelles alternatives diffusées dans les réseaux numériques, par exemple par des « journalistes citoyens ». Cet article cherche alors à comprendre dans quelle mesure ce contexte a pu alimenter le sentiment d'être exposé à une masse d'informations peu fiables et anxiogènes. Sur la base d'une enquête par questionnaire ($n = 2\ 541$) et d'entretiens ($n = 30$), nous présentons les trois principales tactiques mises en place par les participants pour contrer les effets négatifs de cette surinformation. Beaucoup ont décidé de recentrer leurs pratiques autour de certains contenus jugés moins stressants, comme les informations régionales. D'autres se sont détournés de certains médias, notamment des chaînes d'information en continue, pour investir des médias perçus comme moins anxiogènes et plus fiables, comme les stations de Radio ou la presse écrite. D'autres enfin ont pris de la distance avec ceux qui ont pu partager des informations dérangeantes dans les réseaux numériques. Cet article illustre ainsi les dérives de la surexposition à des sources diversifiées et à des idées contraires. Il démontre ce que les personnes perçoivent comme les bienfaits, en temps de crise, de l'alignement sur la ligne éditoriale des médias traditionnels et du repli dans l'entre soi des discussions avec des personnes ayant des positions idéologiques convergentes.

Covid 19 ; informations journalistiques ; Réseaux numériques ; Surinformation ; Fausses informations.

Abstract.

In order to understand the uncertainties raised by the Covid-19 crisis, people have diversified their information practices by reading alternative news shared in social media, for example by "citizen journalists". This article highlights if this context led them to perceive being exposed to more unreliable and anxiety-provoking information. Based on a questionnaire survey ($n = 2\ 541$) and interviews ($n = 30$), we present the three main tactics used by participants to counter the negative effects of this information overload. Many respondents decided to refocus their practices around some less stressful content, such as regional news. Others have turned away from certain media, particularly 24-hour news channels, and used media perceived as less anxiety-provoking, such as radio or print media. Finally, others stopped being friends with those who may have shared disturbing information in social media. This article thus illustrates the consequences of overexposure to diverse sources and contrary ideas. It demonstrates the perceived benefits, in times of crisis, of the editorial policy of the traditional media and discussions with people with the same ideological positions.

Covid 19; Journalistic Information; Social Media; Information Overload; Fake News.

Introduction

« Nous sommes en guerre ». C'est par ces mots que le président de la République française a cherché à justifier, le 16 mars 2020, sa décision d'instaurer le premier confinement. Suite à cette annonce, les différentes mesures gouvernementales mises en place pour limiter la propagation du virus ont profondément pesé sur les sociabilités des français, les empêchant de fréquenter de nombreux contextes d'activité quotidiens, comme leurs lieux de travail ou des lieux de sorties. Dans cette situation, les personnes ont davantage utilisé les ressources des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour maintenir un lien avec leurs proches (Safi et al., 2020). Le Crédoc a par exemple montré que 33% de la population a contacté ses amis et les membres de sa famille par des appels vocaux « plus souvent qu'avant » la crise (Berhuet et al., 2020, p. 26). Cette amplification des échanges à distance se retrouve également dans les sociabilités en ligne tissées dans les réseaux sociaux numériques (Nguyen et al., 2021). Les personnes se sont effectivement plus souvent connectées à ces plateformes pour essayer d'obtenir des nouvelles sur leurs proches et, plus généralement, sur leur réseau d'amis plus éloignés avec lesquels elles ne sont pas entrées en contact à l'aide d'un autre outil de communication (Figeac et al., 2022).

Il est aujourd'hui admis que cette spécificité singularise les réseaux numériques des autres dispositifs de communication. Mais cela n'a pas toujours été le cas. Au moment de la démocratisation des premiers usages de ces plateformes, les sociologues considéraient plutôt que ces « nouvelles » sociabilités numériques venaient avant tout prolonger et diversifier les sociabilités ordinaires, « hors ligne » (Casilli, 2010). Ils inscrivaient alors leur raisonnement dans le prolongement de l'hypothèse continuiste qui a occupé une place centrale dans les recherches sociologiques francophones sur les usages des dispositifs de communication (Cardon & Smoreda, 2014). Cette hypothèse a été fondée à partir des premières recherches quantitatives sur les usages de la téléphonie qui ont démontré une corrélation forte entre la fréquence des appels téléphoniques et les discussions en face à face, c'est le fameux : « Plus on se voit, plus on s'appelle » (Licoppe, 2002). Cette hypothèse continuiste a très tôt été transposée aux usages de premiers services internet, comme les courriers électroniques (Haythornthwaite, 2005). Les sociologues ont ainsi considéré que les liens les plus forts, que ce soit la famille ou les amis proches, sont ceux avec qui on interagit le plus via internet car il y aurait une continuité entre la fréquence des échanges en et hors ligne. Des travaux plus récents ont cependant nuancé cette hypothèse en montrant que les sociabilités tissées dans les réseaux numériques sont plutôt organisées avec des liens plus faibles (Hampton et al., 2011) et plus distants, sur les plans géographique, social ou émotionnel. Cette surreprésentation des liens faibles dans les sociabilités en ligne découle le plus souvent des effets de l'« homophilie de comportements en ligne » (Figeac et Favre, 2021) : les personnes interagissent le plus dans ces environnements avec leurs « amis » les plus actifs, notamment avec ceux avec qui ils ont le plus d'affinités culturelles ou le plus de centres d'intérêts en commun. Autrement dit, les sociologues du numérique montrent aujourd'hui en quoi les sociabilités en ligne se démarquent sensiblement des sociabilités en face à face, en concernant des personnes peu croisées au

quotidien mais avec qui les affinités culturelles sont plus fortes. La crise sanitaire et les confinements successifs ont considérablement favorisé ces interactions à distance avec ces amis fortement impliqués et visibles dans ces espaces numériques. La veille relationnelle flottante et non-dirigée mise en place dans ces réseaux a donc plutôt ciblé ces relations, ces liens faibles mais homophiles en termes de comportements en ligne (Figeac et al., 2022).

Ceci étant dit, il faut cependant considérer que la crise sanitaire a pu modifier en profondeur l'esprit de ces veilles relationnelles en ligne et contribuer à dégrader les relations entre certains utilisateurs. On sait en effet que les personnes ont considérablement intensifié leurs usages d'internet durant cette période pour aller rechercher des informations diverses et variées sur le virus ou sur les règles sanitaires, au point d'ailleurs d'engendrer chez elles d'importants risques de dépression (Király et al., 2020). Dans les réseaux numériques, d'intenses débats ont découlé de ce besoin de mieux comprendre les dangers du virus, les effets avérés ou secondaires des différents vaccins ou les mesures sanitaires à respecter. Certaines personnes se sont alors fortement investies dans des pratiques de « réinformation » (Stephan & Vauchez, 2021) en diffusant des informations concurrençant la manière dont les journalistes et les médias « dominants » pouvaient interpréter ces dangers et cautionner les politiques gouvernementales. Ces personnes ont pu relayer des fausses informations alimentant parfois des théories complotistes. Elles ont alors pu convoquer des « *fake news* » pour « parler avec les mots des autres », comme elles le font habituellement dans leurs échanges en ligne en exprimant leurs opinions au travers des articles de presse qu'elles partagent (Bastard, 2019). Dans cet article, nous allons chercher à savoir si les utilisateurs des réseaux numériques ont le sentiment d'avoir été exposés à un plus grand nombre de fausses informations ou de propos complotistes depuis le début de la crise sanitaire. En sociologues, nous avons cherché à savoir si ce sentiment varie selon le profil des personnes. Nous savons par exemple que les personnes de plus de 65 ans décodent plus difficilement les articles de désinformation et elles les partagent de ce fait plus facilement dans les réseaux numériques (Guess, Nagler, Tucker, 2019). Nous avons dès lors creusé ces enjeux en essayant notamment d'identifier d'éventuels effets selon les classes d'âge.

Nous avons ensuite cherché à comprendre comment les personnes ont pu faire face à ce sentiment d'avoir été exposées à un plus grand nombre d'informations anxiogènes. Dans ce cas-là, on sait que la réaction la plus courante consiste à ne pas s'exprimer et à ne pas s'engager dans un débat avec celui qui a partagé une fausse information (McKay & Tenove, 2021). Cette stratégie d'évitement des discussions susceptibles de s'envenimer est très importante aujourd'hui dans la mesure où elle se reporte sur les conversations hors ligne (Hampton et al., 2017). Comme les réseaux numériques visibilisent davantage les opinions de leurs « amis », les utilisateurs les plus actifs tendent en effet à éviter de discuter politique avec eux quand ils les croisent dans la vie de tous les jours. Les utilisateurs de ces réseaux mettent dès lors en place des stratégies d'évitement de ce type de discussion, notamment dans les espaces numériques organisés autour d'un principe d'interconnaissance. Ils ne préfèrent pas reprendre et corriger ceux qui ont partagé une fausse information ou un propos complotiste pour ne pas créer des remous dans leurs cercles relationnels. Malgré cette posture d'évitement, ils peuvent

juger négativement ceux qui ont partagé de tels contenus. Ils peuvent même décider de les mettre à distance en les « dé-friendant », en les supprimant de la liste de leurs « amis ». Le premier objectif de ce travail consiste à évaluer dans quelle mesure les utilisateurs des réseaux numériques ont le sentiment d'avoir été exposés à un nombre plus important d'informations anxieuses depuis le début de la crise. Dans un deuxième temps, il s'agit de mieux saisir quelles ont été leurs réactions. Est-ce que la surexposition à des informations anxieuses les a incités à moins fréquenter ces réseaux ? Est-ce qu'elle les a plutôt amenés à mettre à distance les personnes qui avaient selon elles trop tendance à partager des contenus déplacés ?

Une enquête longitudinale mixant des données quantitatives et qualitatives

Nous répondrons à ces questions sur la base d'une méthodologie mixte mise en place dans le cadre d'une enquête longitudinale¹ qui a donné lieu à la passation de trois vagues de questionnaires. Le premier a été diffusé entre le 14 avril et le 11 mai 2020 auprès d'un échantillon de 16 224 personnes, âgées entre 18 et 80 ans et résidant en France. L'objectif premier était d'étudier les conditions de vie des Français durant le premier confinement, notamment leurs sociabilités durant cette période et leurs usages des dispositifs de communication. Le deuxième questionnaire ($n = 3\,620$) a été diffusé en décembre 2020 pour saisir les effets de la crise sur un plus long terme. Un troisième questionnaire ($n = 2\,541$) a été diffusé entre décembre 2021 et février 2022. Il contenait un nouveau module afin de comprendre comment les réseaux sociaux numériques étaient utilisés durant cette période. L'objectif était d'identifier si ces réseaux ont pu contribuer à dégrader les liens d'amitié avec des personnes ayant partagé des informations complotistes, anxieuses ou simplement opposées à la politique gouvernementale. Pour explorer plus finement ce phénomène, une campagne d'entretiens a également été mise en place au moment de cette troisième vague.

Même si cette enquête longitudinale a permis d'atteindre une population diversifiée, l'échantillon comporte des biais par rapport à la composition de la population française (Bes et al., 2020). Le tableau 1 montre effectivement une surreprésentation des femmes, des personnes de moins de 75 ans et des plus diplômés. À l'inverse, certaines catégories de la population sont très peu représentées (les hommes ouvriers par exemple). Ces biais se retrouvent dans l'échantillon de la deuxième et de la troisième vague, tout en considérant que les femmes et les plus diplômés ont davantage répondu à ces nouvelles sollicitations. Même si la distribution des profils de ces trois échantillons diffère de la composition de la population française, nos analyses s'efforcent de tenir compte au mieux de ces biais.

¹ Cette recherche a été financée par [REF ANONYMISEE].

Les entretiens semi-directifs ont été réalisés après la vague 2, de janvier à juin 2021, auprès des personnes qui ont déclaré une intensification de leurs usages des réseaux numériques durant la crise. Comme ces personnes avaient renseigné leurs adresses électroniques ou leur numéro de téléphone à la fin du questionnaire, nous avons pu les contacter pour solliciter un rendez-vous. Nous sommes ensuite entretenus par téléphone ou par appel vidéo (avec le logiciel Zoom) durant 50 minutes à 1h45 avec celles et ceux qui ont accepté. Ces entretiens ont été réalisés par les auteurs de l'article auprès d'un échantillon de personnes assez large ($n = 30$) afin d'avoir accès à des expériences les plus diversifiées possibles. Pour cela, les personnes ont été sélectionnées afin que leurs caractéristiques sociales soient les plus alignées possibles sur la composition sociale de la population française, notamment en termes de genre, du niveau d'études, de situation matrimoniale et parentale (cf. le tableau 1). Notre choix de sélectionner des personnes ayant intensifié leurs usages des plateformes numériques durant la crise a cependant eu pour conséquence de déséquilibrer cet échantillon sur le plan de la classe d'âge, avec de plus nombreuses personnes de moins de 30 ans.

Tableau 1. Distribution des profils des répondants durant les vagues successives

/	/	Populatio n Française	Vague 1	Vague 2	Vague 3	Entretien s
Genre	Homme	47,5%	27,1%	30,4%	30,3%	43,3%
	Femme	52,5%	72,0%	69,6%	69,7%	56,7%
Âge	≤30 ans	21,4%	22,8%	17,2%	15,5%	43,3%
	31-60 ans	47%	58,4%	59,6%	61,3%	43,3%
	> 61 ans	31,6%	18,8%	23,2%	23,2%	13,3%
Niveau d'études (pour les 25-64 ans) ²	≤Bac	59,1%	30,9%	25,6%	23,2%	30%
	Bac +1-3	-	33,9%	34,2%	33%	26,7%
	≥Bac +4	-	35,2%	40,3%	43,8%	13,3%
	Agriculteurs, artisans,	8,2%	5,1%	4,5%	4%	-

² Données issues du document Insee « Diplôme le plus élevé selon l'âge et le sexe », Données annuelles 2020, cf. < <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2416872> > ; il y a 0,3% d'indéterminés, 14,3% de la population a un niveau d'études équivalent à Bac +2 et 26,2% a un niveau d'études supérieur à Bac +2.

	commerçants, chefs d'entreprises					
	Cadres et professions intellectuelles supérieures	20,4%	38,2%	42,6%	44,8%	-
Catégories professionnelles des actifs³	Professions intermédiaires	26,0%	27,9%	29,4%	29,2%	-
	Employés	25,8%	25,1%	20,7%	19,4%	-
	Ouvriers	19,2%	3,7%	2,8%	2,7%	-
<hr/>						
Situation matrimoniale	Seul	30,7%	27%	37,8%	24,4%	30%
	En couple	69,3%	83%	62,2%	75,6%	70%
<hr/>						
Nombre d'enfants	Sans enfant	-	39,6%	39%	34,8%	40%
	Avec enfant	-	60,4%	61%	65,2%	60%
<hr/>						
Total	-	-	16 224	3 620	2 541	30

³ Les pourcentages pour la population française sont issus du document Insee « Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe et l'âge », Données annuelles 2020, cf. < <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2489546#tableau-figure1> >.

Nous allons maintenant présenter les résultats des deux volets de cette enquête, le volet quantitatif et qualitatif. Dans un premier temps, les entretiens nous permettront d'introduire la singularité du contexte de la crise sanitaire qui a incité de nombreuses personnes à s'installer dans une posture de « surinformation » afin d'essayer de cerner les répercussions du virus et la conduite à tenir, face notamment aux mesures gouvernementales (vaccination, port du masque, etc.). Dans un second temps, l'enquête par questionnaire nous permettra de montrer que la conduite des personnes varie sensiblement selon leurs caractéristiques sociales, notamment leur classe d'âge et leur genre. Une fois ces précisions apportées, nous poursuivrons le fil de notre raisonnement en identifiant les différentes tactiques mises en œuvre par les personnes pour faire face à ce sentiment de surinformation et à ces effets négatifs. Nous en identifierons trois. Pour les explorer, nous convoquerons à nouveau les entretiens en essayant là aussi de montrer comment les réactions des personnes varient sensiblement selon leurs profils. Ces résultats nous amèneront à discuter, en conclusion, des effets de la création de « chambres d'écho » (Sunstein, 2002) dans l'usage informationnel des réseaux numériques.

La surinformation ou les dérives d'un pluralisme de l'information débordé par le journalisme citoyen

Le premier confinement a poussé une partie importante de la population dans un certain désarroi. Du jour au lendemain, de nombreuses personnes ont perdu de précieux repères, par exemple lorsqu'elles ont été confrontées aux dangers de se faire la bise ou de se serrer la main. Face à ces incertitudes, les personnes interrogées nous ont fait part de leur besoin d'essayer de mieux cerner les dangers du virus en consultant un large éventail de sources d'informations.

« Je recherchais beaucoup d'informations parce qu'en fait on s'est trouvé isolé, tout seul, à gérer une situation, plus savoir ce qu'on devait faire, ce qu'il fallait faire que ce soit par rapport aux sites professionnels ou au site du gouvernement, les numéros de téléphone qui pouvaient nous être donnés pour approfondir certaines choses »
(Homme, 46 ans, chef d'une petite entreprise).

Les entretiens montrent que les personnes ne se sont pas contentées d'intensifier leurs pratiques d'informations. Elles se sont également tournées vers des sources et des supports d'informations complémentaires de ceux qu'elles utilisaient habituellement. Parmi elles, on trouve tout d'abord diverses sources institutionnelles ou gouvernementales délivrant des informations factuelles sur la propagation du virus.

Enquêtrice : « Quand vous me disiez que vous vous étiez abonné à plein de choses, c'est juste la Newsletter du Parisien, Stop Covid ou c'est d'autres sources d'information ?

Participant : Il pouvait y avoir Planète info ou Alerte planète, Médecine, je ne sais plus quoi. Pas mal de petites choses après même sur l'ARS (Agence Régionale de Santé), via Facebook, l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) là aussi parce que je regardais à un niveau international, les stats, les sites dès que je tapais un mots

clef ça y allait où ça sortait des stats sur les pays, sur le vaccin sur plein d'autres choses en fait » (Homme, 48 ans, chef d'une petite entreprise).

Parmi ces sources d'informations complémentaires, les participants citent avant tout les informations diffusées via les réseaux sociaux numériques, notamment Twitter. Cette plateforme est particulièrement appréciée par les plus jeunes car elle permet d'accéder rapidement à des résumés de l'actualité du jour.

« Je me suis abonné à beaucoup de médias ou à des journalistes, surtout pendant le premier confinement pour avoir des contenus sur la crise sanitaire qu'on vivait parce que les informations allaient plus vite [...]. C'est surtout sur Twitter que j'ai essayé de voir à quel compte je pouvais m'abonner pour lire le plus d'informations, plus vite et être au courant des choses. Du coup, il y a des gens qui vulgarisent toutes les informations qu'on peut avoir dans la journée, pour essayer d'avoir un résumé rapide de ce qui a pu se passer, et puis nous, après, on va creuser. Oui, je me suis vraiment plus abonné à tout ça, des médias ou des journalistes que je ne suivais pas vraiment avant parce que je n'en ressentais pas le besoin » (Homme, 24 ans, étudiant).

Dans ce contexte, la singularité des médias sociaux tient notamment au fait qu'ils ont pu favoriser le développement d'un « journalisme citoyen » (Goode, 2009), comme c'est par exemple le cas avec la chaîne YouTube « HugoDécrypte ».

« Du coup je suis régulièrement une chaîne YouTube qui s'appelle HugoDécrypte [...] En fait c'est un étudiant maintenant qui est journaliste et qui fait, je crois que c'est 10 minutes d'actualité, donc 10 minutes d'actualité de la journée, tous les jours de la semaine, et le samedi, il y a le point de la semaine et le dimanche il y a un reportage, donc c'est des petites vidéos qui me permettait de me tenir au courant » (Femme, 21 ans, étudiante).

Ces initiatives des Youtubeurs et de leurs publics sont au cœur du plus grand pluralisme de l'information offert par l'internet et la manière dont il est susceptible de favoriser la construction d'avis éclairés en exposant à une plus grande diversité d'idées (Cardon, 2010). La crise sanitaire a ainsi incité les enquêtés à diversifier leurs sources d'information en accordant plus d'importance à certains « journalistes citoyens » (Goode, 2009), en suivant notamment les publications partagées par des médecins et ceux qu'il est convenu d'appeler les « professionnels de la santé ».

« Je me suis inscrite à un compte d'un médecin qui diffuse régulièrement et je trouvais que ces infos, elles étaient assez correctes, elles n'étaient ni trop alarmistes, voilà il donnait son point de vue et je trouvais que c'était assez raisonné et raisonnable » (Femme, 55 ans, cadre puéricultrice).

Ces informations alternatives et citoyennes ont rencontré un certain écho, pour ne pas dire une vraie viralité comme cela a été par exemple le cas avec les vidéos YouTube publiées par Didier Raoult, du fait que les personnes les partagent plus facilement dans leurs réseaux de proches. Elles considèrent effectivement que ces « informations » sont peu redondantes et relativement

inédites par rapport à ce que les uns et les autres sont susceptibles d'avoir pu découvrir dans les médias traditionnels. Le décalage de ces informations par rapport au traitement dominant des faits d'actualité incite alors certaines personnes à vouloir les partager avec leurs proches.

« Il y avait pas mal de vidéos qui étaient relayées, c'était des vidéos qui se passaient dans les hôpitaux, des soignants qui parlaient, donc ça j'en ai eu pas mal qui étaient relayées par des amis. [...] ça peut être des amis médecins, des soignants ou des médecins. [...] Il y a un côté où on est vraiment en direct d'un hôpital ou d'un service, il y a un côté en immersion qui me plaît beaucoup dans ces vidéos. Il y a un côté revendicatif aussi pour parler de la situation sans fioriture » (Homme, 36 ans, agent d'accueil dans une déchèterie).

Même si ces sources d'information citoyennes et alternatives favorisent un pluralisme de l'information en confrontant les personnes à des regards nouveaux sur la crise et les dangers du virus, elles ont malgré tout pu être perçues négativement par certains enquêtés. De nombreux participants évoquent le sentiment d'avoir été submergés par une « surinformation », voire une « désinformation ». Ils font également part de leurs difficultés à peser le pour et le contre dans ces circonstances, à dissocier les informations fiables de la désinformation.

« Mais là aussi, c'était de la surinformation parce que j'ai passé beaucoup de temps à trier tout ce qui était information, de prendre tout ce qui m'était utile et puis sans compter tout ce qui pouvait être contradictoire au sein même des associations, même de tout ce qui était gouvernemental, j'ai géré leurs contradictions. [...] Je trouve que c'est beaucoup trop médiatisé, hyper mal médiatisé également ce qui fait qu'à un moment donné vous êtes obligé si vous êtes objectif d'aller piocher l'information au bon endroit, et puis à vous de la trier et de vous en faire une idée, une opinion. Mais il y a beaucoup d'informations et de désinformations qui font que ça peut faire paniquer tout le monde » (Homme, 46 ans, chef d'une petite entreprise).

Ce participant présente bien l'une des spécificités de ces sources d'informations citoyennes et alternatives, à savoir, d'être davantage pourvoyeuses d'informations non-vérifiées et de favoriser la propagation de la mésinformation (Figeac et al., 2021). Même si des personnes trouvent ces informations alternatives intéressantes car elles font un pas de côté par rapport au traitement journalistique des faits, elles nécessitent dès lors de faire preuve de prudence pour les « trier » et s'en « faire une idée ». Des sociologues ont en effet montré que certaines personnes sont plus susceptibles que d'autres de considérer des fausses informations comme vraies et de les relayer dans les plateformes numériques. On sait par exemple que les personnes de plus de 65 ans ont tendance à relayer sept fois plus de *fake news* que les autres (Guess, Nagler, Tucker, 2019). Durant la crise sanitaire, des chercheurs, en psychologie et en psychiatrie, ont plutôt insisté sur les différences psychologiques en montrant que certaines franges de la population étaient moins bien armées psychologiquement que les autres pour faire ce tri face aux nombreuses informations anxiogènes qui ont circulé durant cette période (Y.-C. Lee et al., 2021). Certaines personnalités semblent effectivement plus enclines que d'autres à développer des schémas d'usages stressants (Király et al., 2020) alimentant une forme

particulière de « Cybercondrie » (Laato et al., 2020). En fouillant ces pratiques, nos entretiens montrent quant à eux que les informations les plus anxiogènes relèvent souvent d'un journalisme citoyen, un journalisme plus personnifié, plus proche de l'expérience vécue des personnes et plus perméable à l'expression de jugements de valeur critiques vis-à-vis des diverses initiatives institutionnelles (le gouvernement, les hôpitaux, etc.). Il va s'agir maintenant de prolonger la perspective des recherches sociologiques en identifiant à partir de l'enquête par questionnaire dans quelle mesure les réactions des personnes, vis-à-vis de ce contexte de surinformation, varient selon leurs caractéristiques sociales.

Face à la surinformation dans les réseaux numériques, des réactions différenciées selon les profils ?

Pour mieux cerner ces enjeux, nous avons demandé aux enquêtés s'ils avaient le sentiment d'avoir été exposés dans les réseaux numériques à un nombre plus important d'informations stressantes ou anxiogènes depuis le début de la crise sanitaire. Nous avons inséré cette question dans notre questionnaire en faisant l'hypothèse que les réponses allaient varier sensiblement selon les caractéristiques sociales des personnes. Elles pouvaient y répondre à partir de quatre modalités : « Non, pour moi il n'y a aucune différence » ; « Oui, mais ces informations stressantes ou dérangeantes n'ont pas changé mon utilisation de ces réseaux sociaux » ; « Oui, ces informations stressantes ou dérangeantes m'ont amené à moins utiliser ces réseaux sociaux » ; « Oui, j'ai même décidé de prendre de la distance avec des connaissances qui ont partagé des informations dérangeantes dans les réseaux sociaux ». Ces modalités ont donc été pensées pour identifier les personnes qui n'avaient pas perçu de changements et celles qui, au contraire, avaient perçu une réelle différence au point de diminuer leurs usages de ces plateformes ou de prendre de la distance avec certains « amis ».

Nos résultats montrent qu'un tiers des répondants⁴ (34,1%) n'ont pas le sentiment d'avoir croisé plus d'informations stressantes ou dérangeantes (cf. le Tableau 2). Cependant, ils sont un peu plus nombreux à avoir le sentiment inverse (37,7%). Ces derniers n'ont pas eu la même réaction. D'une part, 18,3% d'entre eux ont pris le parti de ne pas modifier pour autant leurs usages des réseaux numériques en continuant à les utiliser comme ils le faisaient avant la crise. Mais on observe d'autre part qu'ils sont un peu plus nombreux (19,4%) à avoir décidé de modifier leurs usages, en fréquentant moins ces réseaux (9,5%) et/ou en prenant de la distance avec ceux qui ont partagé des contenus dérangeants (13%).

⁴ Nous avons obtenu 1825 réponses sur les 2 541 participants, les personnes qui n'ont pas répondu n'utilisent pas les réseaux numériques.

Dans les deux cas, il s'agit plutôt de femmes. Cette tendance s'explique en partie par le fait que les femmes ont intensifié leurs usages de tous les outils de communication durant cette période pour prendre des nouvelles de leurs proches et partager des informations en lien avec le virus (Y.-C. Lee et al., 2021). Cette intensification de leurs sociabilités médiatisées se retrouvent dans leurs usages des réseaux numériques qu'elles ont davantage consultés pour se tenir informées sur la manière dont des relations plus éloignées pouvaient vivre cette crise (Figeac et al., 2022). En fréquentant davantage ces réseaux, elles ont nécessairement eu plus d'occasions d'être exposées à un plus grand nombre de contenus dérangeants, notamment ceux qui ont pu être partagés par des connaissances. Il était dès lors prévisible de retrouver ici ce résultat en constatant que les femmes (13,9%) ont pris un peu plus souvent le parti que les hommes (10,7%) de mettre à distance les relations ayant partagé trop d'informations dérangeantes.

Le tableau 2 isole ensuite des différences importantes selon les classes d'âge, le nombre de répondants étant systématiquement supérieur dans les tranches d'âges les plus basses. Même si ce résultat est significatif sur un plan statistique, il s'explique en grande partie par le fait que le nombre de répondants diminue avec l'avancée en âge puisque la part des utilisateurs de ces réseaux est moins importante chez les plus âgés (ces derniers sont plus nombreux à avoir déclaré qu'ils n'utilisaient pas ces réseaux). Malgré ce phénomène d'ensemble, il existe une autre tendance significative qui est liée à l'âge : plus les personnes avancent en âge, plus elles semblent gérer leur sentiment d'être exposées à des contenus dérangeants en procédant plutôt à des arbitrages relationnels. Par exemple, les personnes de plus de 60 ans décident rarement de diminuer leurs usages de ces plateformes (4,8%) et semblent plus facilement mettre à distance certaines relations spécifiques (10,4%), notamment les « amis » qu'elles identifient comme des auteurs de troubles déplacés et inutiles. On observe chez les moins de 30 ans une légère tendance inverse puisqu'ils semblent être plus nombreux à prendre de la distance avec une plateforme plutôt qu'avec certaines personnes. Autrement dit, les plus jeunes procèdent indirectement à des arbitrages relationnels en utilisant plus souvent les plateformes qui sont les plus utilisées par ceux avec qui ils ont le plus d'affinités. Ils peuvent alors mettre à distance certaines personnes en se contentant de ne plus fréquenter les « contextes » numériques où ils sont susceptibles d'être amenés à interagir ensemble (ce phénomène sera mieux expliqué dans la partie suivante sur la base d'extraits d'entretiens). Comme les usages des réseaux numériques des personnes plus âgées sont davantage « dépendants » d'une plateforme en particulier utilisée au sein de leur classe d'âge, comme c'est par exemple le cas avec Facebook, elles sont dès lors plus rapidement amenées « à ne plus être amis » avec les amitiés dérangeantes afin de pouvoir continuer à côtoyer ces « contextes » de discussion numériques et de ne pas perdre le bénéfice d'interagir avec ceux qu'elles apprécient.

Il faut cependant considérer que ce résultat est fortement lié au niveau d'études, quel que soit la classe d'âge. Comme le tableau 2 le montre, les personnes les plus diplômées ont plus souvent le sentiment d'avoir été exposées à plus d'informations stressantes ou dérangeantes. Dans ce cas-là, elles prennent plus souvent le parti que les autres de diminuer leurs usages ou

de mettre à distance certaines personnes (20,8%). Ce résultat se retrouve dans les catégories professionnelles les plus diplômées puisque les « cadres et les professions intellectuelles supérieures » ont davantage tendance à apporter des changements à leurs pratiques pour limiter leur exposition à des informations anxiogènes. On retrouve la tendance inverse chez les moins diplômés et, plus précisément, les personnes de moins de 30 ans les moins diplômées qui sont celles qui opèrent le plus rarement ce type d'arbitrages.

Tableau 2. Perception du caractère anxiogène des informations circulant dans les réseaux numériques selon les caractéristiques sociales des répondants

		Pas de différence	Test du Khi deux	Différence sans changement	Test du Khi deux	Différence avec changements	Test du Khi deux
Genre	Hommes	37,6%	-	15,5%	*	16,4%	**
	Femmes	40,2%	-	19,5%	*	21,0%	**
Âge	18-30	48,5%	***	25,4%	***	21,8%	***
	31-45	39,8%	***	24,1%	***	23,5%	***
	46-60	41,3%	***	14,8%	***	19,5%	***
	61 et +	30,4%	***	10,9%	***	13,4%	***
Niveau d'études	≤Bac	41,7%	-	20,1%	-	17,5%	-
	Bac +1 à +3	38,6%	-	19,7%	-	19,7%	-
	≥Bac+4	38,8%	-	16,2%	-	20,8%	-

Profession	Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	47,4%	-	18,9%	***	16,8%	-
	Cadres et professions intellectuelles supérieures	36,9%	-	14,4%	***	20,5%	-
	Professions intermédiaires	37,6%	-	20,1%	***	20,8%	-
	Employés	43,1%	-	22,9%	***	17%	-
	Ouvriers	39,7%	-	20,6%	***	22,2%	-
Situation matrimoniale	En couple	38,9%	-	19,5%	**	19,8%	-
	Seul	58,9%	-	14,6%	**	19,1%	-
Situation parentale	Sans enfant	44,9%	***	20%	-	21%	-
	Avec enfant(s)	36,7%	***	17,4%	-	18,9%	-
Total	<i>N</i>	867	-	464	-	494	-
	%	34,1%	-	18,3%	-	19,4%	-

Lecture : 37,6% des hommes considèrent que le nombre d'informations anxiogènes et stressantes n'a pas augmenté dans les réseaux numériques durant la crise sanitaire.

* Test du Khi deux : *p < 0.05; **p < 0.01; ***p < 0.001

Quand le pluralisme de l'information devient toxique : trois tactiques de défense

Nous venons de présenter les caractéristiques sociales des personnes qui ont déclaré avoir été exposées à un plus grand nombre d'informations dérangeantes depuis le début de la crise. Puis, nous avons commencé à différencier celles qui ont plutôt décidé de limiter leur exposition à ces informations en fréquentant moins les réseaux numériques et celles qui ont plutôt choisi de mettre à distance certaines amitiés dérangeantes. Dans cette partie, nous allons approfondir la compréhension de ces tendances à partir des entretiens. Ils vont notamment nous permettre de ne plus limiter nos analyses aux réseaux numériques pour prendre en compte tous les médias et toutes les sources d'information qui ont pu exposer les participants à des contenus stressants ou dérangeants. Ils vont nous servir à mieux mettre en évidence pour quelles raisons les personnes se sentent exposées à trop d'informations anxigènes et, le cas échéant, quelles tactiques de défense elles ont mis en place pour contrer ce que nous appelons les effets pervers du pluralisme de l'information. Au cours des trois parties suivantes, nous allons présenter trois tactiques distinctes et, parfois, complémentaires : certaines personnes vont se contenter de moins fréquenter les médias et les plateformes où elles sont exposées de manière « (in)volontaire » aux informations dérangeantes, d'autres vont plutôt choisir de recentrer leurs pratiques autour des médias qu'elles jugent les plus fiables, d'autres enfin vont agir à une autre échelle d'action en mettant à distance leurs relations personnelles aux profils « radicalisés ».

La tactique de la sous-exposition médiatique et du recentrement

thématique

Pour faire face à la surinformation, et surtout à la lassitude qu'elle engendre, la première tactique mise en place par la plupart des personnes interrogées consiste tout simplement à diminuer leur consommation d'informations. Cette tendance est très fréquente, elle se retrouve chez beaucoup d'enquêtés indépendamment de leurs caractéristiques sociales. Pour prendre la mesure de ce mécanisme de mise en retrait, il faut considérer qu'il fait suite à la forte intensification des pratiques observées à ce moment-là. Par exemple, cette femme de 52 ans, professeure d'anglais, explique très bien comment elle s'est mise à compiler de manière un peu frénétique divers articles dans un dossier pour peser le pour et le contre, et essayer de mieux comprendre les enjeux de cette crise. Elle rit d'elle-même en précisant qu'au bout d'un moment elle s'est aperçue que « ça la rend dingue » avant de « baisser la fréquence » de sa consommation d'informations.

« Oui, alors le premier confinement, tous les matins je regardais tous les sites France Info, France Inter, Le Monde, je me constituais un dossier. Tous les jours je faisais ça. Et au bout de deux mois, je me suis dit "stop c'est plus possible j'arrête, ça me rend dingue." Je me suis fait un gros dossier de presse parce que j'en avais

marre d'entendre tout et son contraire, tout le temps [...]. J'aimais beaucoup l'émission sur France Inter « Le téléphone sonne », qui passe à 19h20, et quand c'était à nouveau sur le covid et ceci et cela, carrément je coupais parce que j'en avais marre. Donc voilà, j'en avais marre donc stop ! J'ai envie d'entendre parler d'un peu autre chose aussi. Donc là, j'avoue que j'ai même baissé la fréquence (de ces usages) » (Femme, 52 ans, professeure d'anglais).

Cette tactique ne concerne pas uniquement la recherche d'informations à l'aide des médias traditionnels. Elle se retrouve également dans les pratiques numériques. Par exemple, cet homme explique avoir cherché pendant longtemps des informations complémentaires sur la crise depuis des sites web du gouvernement français mais qu'au fil du temps il a progressivement cessé de consulter ces sources alternatives.

« Il y avait une surinformation que ce soit via les médias, tous les médias, via internet j'étais abonné à pas mal de choses pour suivre l'évolution et je suivais ça très sérieusement, très souvent en France ou partout dans le monde, après ça s'est un peu dissipé ou j'ai sélectionné mes sources. Donc c'était plus avec des sources internet qui étaient bien précises et beaucoup moins la télé. Oui, tout ce qui était site gouvernemental pour moi c'est fiable, tout ça, donc j'en tenais compte et puis maintenant pfff... (signe de lassitude). Avant je lisais encore la newsletter du Parisien parce qu'ils étaient assez objectifs et tout ça, maintenant je la lis même plus » (Homme, 48 ans, chef d'une petite entreprise).

Plusieurs utilisateurs des réseaux numériques expliquent également avoir fait une sorte d'« overdose » à force d'être exposés à de trop gros volumes d'informations relatives au virus. Une recherche récente montre que Twitter semble être le réseau numérique qui a le plus exposé ses utilisateurs à des informations anxigènes, voire complotistes (Theocharis et al., 2021). Cette tendance se retrouve effectivement dans de nombreux entretiens. Dans ce cas-là, les personnes ont fait comme ce jeune homme en modifiant leurs usages de cette plateforme.

« J'ai eu cette utilisation de Twitter pour confronter les points de vue et les données des journalistes mais aussi des scientifiques, et puis, peut-être, parce que j'ai dû faire une overdose quelque part de cette information-là. Là, depuis la fin de l'hiver, depuis février (2021) on va dire, c'est quelque chose que j'ai complètement arrêté » (Homme, 30 ans, chargé de communication dans une collectivité territoriale).

Ce ralentissement de la recherche d'information traduit une forme de retour à la normale, d'un réalignement sur les rythmes habituels. Durant la crise, les personnes avaient mis en place des modes de connexion quasi permanents à l'actualité journalistique en utilisant alternativement divers canaux d'information, que ce soit des médias traditionnels ou des réseaux numériques. Lorsqu'ils ont pu éprouver une certaine lassitude, voire une réelle anxiété, ils ont décidé de limiter leur exposition à l'actualité à quelques moments spécifiques de la journée, ceux auxquels ils ont pour habitude de s'informer « en temps normal ».

« Et j'ai moins écouté et regardé parce qu'à part mes petits flashes d'informations de huit heures et dix-neuf heures, je n'écoutais pas l'information parce que je trouvais

que c'était rajouter de l'anxiété, c'était anxiogène le reste je coupais » (Homme, 36 ans, agent de la fonction publique territoriale).

« Je suis moins pro que j'ai pu l'être au début de la crise, en tout cas dans les deux ou trois premiers mois. C'est-à-dire, j'ai repris mon rythme habituel, je regarde sur internet en général beaucoup France Info, j'écoute toujours France Inter, mais voilà j'ai repris le rythme habituel. Quand je me lève j'allume la radio, j'écoute mes émissions, mais je suis plus focalisée et je cherche pas forcément des articles » (Femme, 52 ans, professeure d'anglais).

Cette mise en retrait vis-à-vis de l'actualité est souvent liée au fait de réinvestir avec plus d'attention d'autres types de sujets que le Covid. Par exemple, certains participants expliquent avoir tout simplement « évité un peu » les articles sur la crise pour accorder une plus grande attention aux informations locales car « c'est quand même mieux de parler de ça que juste du nombre de morts ».

« Tous les articles qui parlent du Covid, je les ai mis en sourdine parce que j'aime bien avoir d'autres infos aussi de ce qui se passe, en vrai, autour du monde, voilà. Clairement, ou des infos locales aussi, je veux dire il y a des choses qui se passent, des initiatives, c'est quand même mieux de parler de ça que juste du nombre de morts ou du nombre de personnes contaminées. Enfin c'est fatigant et ça n'apporte rien. [...] Donc ceux (les médias) qui ne parlent que de ça, en général je les évite un peu, de temps en temps j'y vais et puis voilà, pour essayer de voir un peu où ça en est » (Femme, 28 ans, éducatrice spécialisée).

Cette tendance est d'autant plus marquée chez les utilisateurs de réseaux numériques qui ont cherché à tirer profit de la plus grande diversité de contenus proposés par ces plateformes. Certains précisent alors avoir pris la décision de cesser de s'intéresser à ces contenus pour se concentrer sur des sujets et des formats plus humoristiques, ayant un ton plus léger que des informations d'actualité jugées anxiogènes.

« Facebook c'est vraiment pour relâcher les petites conneries sur le quotidien, les choses comme ça, mais y'a pas ni politique ni maladie. Rien qui soit triste ou mauvais voilà. Et tout ce qui correspond à l'actualité mauvaise et tout, je prends pas, je vire » (Femme, 56 ans, assistante qualité dans une entreprise d'agroalimentaire).

Le retour aux médias traditionnels, une tactique marquée par des effets générationnels et de diplôme

La seconde tactique de défense consiste à limiter et à hiérarchiser les sources au sein des médias traditionnels. Si de nombreuses personnes se sont mises à davantage regarder les chaînes d'informations en continu au début de la crise, elles expliquent souvent avoir décidé de mettre un terme à cette pratique jugeant ces chaînes trop « dans le sensationnel ».

« Je crois que je n'ai jamais autant regardé BFM de ma vie, quelle horreur ! (Elle rigole) Pour aller voir comment ça se passait, après moins en fait, au contraire, on a un peu tout coupé » (Femme, 30 ans, étudiante).

Comme elles sont souvent à la recherche d'une information en continu, elles investissent plutôt des stations de radio, notamment France Info.

« Pendant longtemps BFM et depuis que ça a été créé une autre chaîne, c'est France Info parce que le service public peut encore améliorer les choses mais... Alors déjà le passage de BFM à France Info s'est fait parce que je l'ai trouvée moins dans le sensationnel. [...] France Info je trouvais que c'était plus diversifié et des modules sur l'environnement » (Homme, 30 ans, chargé de communication dans une collectivité territoriale).

Cette mise à distance ne concerne pas uniquement les chaînes d'information en continu, elle s'observe plus généralement vis-à-vis des journaux télévisés. Durant cette période, les français ont effectivement passé plus de temps devant leurs écrans de télévision pour regarder des journaux télévisés et pouvoir suivre de plus près les interventions du président (Van Aelst et al., 2021). Cependant, des enquêtes expliquent avoir ressenti une forme de « saturation » qui les a amenés à se détourner des JT pour privilégier d'autres supports, comme l'écoute de Radio France.

« Je suis assez sensible à l'actualité, à ce qui se passe. On était scotchés à la télé pour les discours présidentiels et les experts. Et après, ça a été la saturation, on décrochait complètement. On ne pouvait plus voir les infos parce que depuis un an tout, tout, absolument tout tourne autour de ça et les infos c'est que ça. Donc c'est la saturation en fait. [...] moi c'est beaucoup Radio France, il y a les podcasts et il y a toujours cette distance et ce recul avec la radio qu'on n'a pas avec la télé et qui est juste très agréable par rapport à l'immédiateté, le scoop » (Homme, 35 ans, agent d'accueil dans une déchèterie).

Très souvent, les enquêtés relient ce sentiment de saturation à leurs usages des réseaux sociaux numériques. Comme ils peuvent le ressentir avec les chaînes d'information en continu, ils se « méfient beaucoup » de ces réseaux en considérant que l'information va « beaucoup trop vite » et qu'elle « joue beaucoup sur l'émotion ». Les entretiens prolongent sur ce point l'enquête par questionnaire en montrant comment ce ressenti s'accroît avec l'âge et, dans une moindre mesure, avec le niveau d'études.

« Je me méfie beaucoup des réseaux sociaux d'ailleurs. [...] ça va beaucoup trop vite, ce n'est pas vérifiable, ce n'est pas vérifié, ça joue beaucoup sur l'émotion, non moi j'aime bien les choses plus carrées, plus cartésiennes, on va dire ça comme ça. L'émotion bien sûr c'est important, ça peut faire bouger les choses parfois, mais bon il faut se méfier de l'émotion » (Femme, 65 ans, ancienne pharmacienne à la retraite).

Ces personnes préfèrent hiérarchiser leurs sources d'informations pour ne retenir que celles qu'elles jugent fiables. Les réseaux sociaux jouent effectivement un rôle important dans

l'exposition à des sources moins fiables, du fait notamment des plus jeunes qui partagent des articles à partir de titres de presse envers lesquels les plus âgés n'ont « pour l'instant » pas « confiance ». Ces derniers mettent alors ces sources et ces plateformes numériques à distance pour se recentrer sur les supports de confiance, au premier rang desquels on retrouve de manière assez systématique Radio France et le journal Le Monde.

« Non, les jeunes ils consultent des sites qui sont totalement différents des nôtres en général. Donc je sais que je recevais des articles de Brut ou de Médiapart qui étaient envoyés par mes enfants ou par des amis de mes enfants. Moi j'ai, bon c'est sûrement un défaut, mais je fais pas tellement confiance à la plupart des médias en fait. Et du coup, c'est vrai que pour l'instant j'ai confiance dans le réseau de Radio France donc du coup voilà... Et Le Monde. Donc c'est les deux supports principaux que j'ai consultés, et que je continue à consulter en fait » (Femme, 52 ans, professeur d'anglais).

Quelque que soit leurs classes d'âge, les personnes hiérarchisent alors ces sources selon un principe de légitimité culturelle en privilégiant celles qui sont les plus centrales dans le paysage médiatique français. Elles développent des pratiques « très filtrées » en critiquant les médias qui sont d'ordinaire plutôt consommés par des franges de la population plus jeunes et davantage issues de milieux populaires, comme par exemple la station de radio Skyrock et les réseaux sociaux. Par rapport aux questionnaires, les entretiens révèlent bien comment ce processus de distinction des pratiques et de hiérarchisation des sources s'observe plutôt chez les plus diplômés. Il est intéressant d'observer la place de la presse régionale. Sa lecture est souvent positionnée socialement comme une pratique plutôt populaire, les plus diplômés privilégiant habituellement les informations nationales et internationales. Durant la crise sanitaire, ces personnes semblent cependant avoir investi la lecture de nouvelles plus locales (par exemple *La Voix du Nord*), lassées par la surexposition du virus dans les informations nationales.

« J'ai limité ma source d'informations aux médias traditionnels. Je n'avais pas de télé à Paris, je n'ai toujours pas de télé ici. Donc j'écoutais la radio trois fois par jours, c'était plutôt deux que trois d'ailleurs, le matin et le soir, j'écoutais France Inter pour tout vous dire. Donc c'est quand même très filtré comme info, enfin, je n'écoute pas Skyrock quoi ! Je n'ai rien contre Skyrock, mais en termes d'information ce n'est pas du tout le même niveau. Et j'écoutais ça deux fois par jour et c'était suffisant, et je lisais la presse aussi. Parce que je lis la presse régionale quotidienne et la presse internationale sur ma tablette, donc je lisais Le Parisien, La Voix du Nord et ce ne sont pas des médias que je lis sur les réseaux sociaux. Je lisais El Pais, parfois Le Monde, je m'étais abonné au Monde pendant le confinement donc il y avait quelques articles pas mal, c'était ça mes sources d'informations mais ce n'étaient pas les réseaux sociaux. Et avant la pandémie, ça ne l'était déjà pas, donc il n'y a pas d'évolution là-dessus » (Homme, 36 ans, agent de la fonction publique territoriale).

La tactique des arbitrages relationnels : un repli volontaire sur les relations aux opinions compatibles

Face au sentiment d'être surexposées à des informations anxiogènes, les personnes ont donc cherché à contrôler leur exposition médiatique en recentrant leurs pratiques autour des médias traditionnels jugés les plus fiables. Elles ont également cherché à limiter leur exposition aux articles ou aux commentaires des réseaux numériques trop empreints de « critique sociale ou politique ». Par rapport à la lecture des sites web de la presse, les informations partagées dans les réseaux numériques sont plus fréquemment commentées avec un état d'esprit qui contribue parfois à « brutaliser » les échanges (Badouard, 2018). Lors des entretiens, de nombreuses personnes expliquent effectivement avoir mis à distance ces plateformes pour ne plus croiser ces commentaires « méchants » suscités par ces informations et ne plus se mettre dans la situation d'« avoir envie de répondre » à des « abrutis ».

« J'ai tout arrêté (sur les réseaux numériques) parce qu'on devenait limite méchant, parce qu'au début tout est beau et rose, l'entraide, tout est assez objectif on ne va pas se faire trop de préjugés, et puis après c'est une forme de critique sociale ou politique sur telle ou telle chose toujours par rapport au Covid. Mais c'est devenu tellement méchant que y'en a qui pouvait se souhaiter la mort les uns des autres. [...] Du coup, je me suis lassé pendant un petit moment, je commentais au début en forme de dérision et puis je l'ai pris un peu au sérieux, et puis ça a même étonné certaines personnes de voir que je répondais, et puis je commentais il y avait tellement de choses. Des fois, il y a des choses que vous prenez à cœur, vous avez envie de répondre, ils sont abrutis ce n'est pas possible, et puis après j'ai arrêté, j'ai tout zappé » (Homme, 48 ans, chef d'une petite entreprise).

Comme nous pouvons le constater dans l'extrait suivant, des échanges très violents se sont déroulés sur les réseaux sociaux au sein même de Pages Facebook appartenant à de grands journaux. Cette violence se manifeste notamment lors du second confinement et s'inscrit dans un contexte de frustration et de lassitude qui entraîne une certaine agressivité sur les réseaux sociaux.

« Les échanges sur Facebook aussi, les espaces de pseudos débats avec les gens, ça c'est vraiment terrible, c'est quelque chose qui s'est installé, pas au premier mais surtout au deuxième confinement. J'ai du mal à m'en défaire, je pense que c'est une communication qui est toxique et nocive. [...] Je me sens très révoltée en fait, il y a beaucoup de choses qui me révoltent sur internet et notamment sur ces fameuses pages Facebook, souvent c'est sur des journaux : ça va être Marianne, Le Monde, France Inter, France Culture, des choses comme ça en fait. Il peut y avoir des commentaires en dessous (des articles) et je me sens héroïquement le besoin de dire mon opinion, un peu comme tout le monde et c'est une catastrophe, des fois ça peut être violent, jusqu'à que je me sois faite insulter il n'y a pas longtemps, ça ne m'était pas encore arrivé, et là, j'ai fait : « Ben oui, il y a une vraie communication, ça existe via ces trucs-là », et ça peut être très violent. [...] j'ai toujours aimé

regarder les commentaires et voir ce qui se passait, mais pas à ce point-là. Là, j'ai vraiment pris cette espèce de parti de défendre une vérité qui est la mienne en plus » (Femme, 30 ans, étudiante).

Les propos de cette jeune femme montrent bien que les espaces de discussion en ligne peuvent effectivement inciter les femmes à s'exprimer dans la mesure où ils contribuent à niveler les effets de différenciation de genre dans les prises de parole féminines (Le Caroff, 2015). Cependant, cet exemple nous incite malgré tout à nous demander si les femmes ne sont pas plus facilement exposées à des critiques virulentes susceptibles de les inciter à moins fréquenter ces espaces de discussion.

Le jeune homme ci-après considère lui aussi que les pages Facebook des grands médias comme « Le Monde, Médiapart » contiennent beaucoup de messages « de discrimination, de racisme, de haine ». Il indique alors que « c'est un peu plus violent (dans) Facebook que (dans) Twitter » car il n'y a pas la possibilité de bloquer l'affichage de certains commentaires en les filtrant à partir de certains hashtags. Ce constat peut dès lors surprendre dans la mesure où les personnes se sentent les plus exposées à des commentaires violents dans les pages Facebook des principaux médias français, là où on pourrait s'attendre à ce que ces institutions journalistiques mettent en place des gardes fous en réalisant un travail de modération suffisamment efficace pour préserver leurs lecteurs de ce genre de désagrément.

« Il y a eu beaucoup plus de posts réorientés vers le Covid, sur les choix du gouvernement, je trouve que c'est de plus en plus politisé autant dans les articles, que dans les commentaires que rédigent les utilisateurs de Facebook. [...] Mais du coup, je n'y vais vraiment pas souvent, j'ai l'impression de ne pas être en accord avec les publications que je vois sur Facebook. [...]. On va suivre, je ne sais pas, Le Monde ou quel média sur Facebook, il suffit d'aller sur les commentaires et là, on va tomber sur des commentaires de gens. Il y a beaucoup de discrimination, de racisme, de haine, ça va dans tous les sens. Et on peut tomber plus vite que sur Twitter où on a quand même le choix de bloquer certains mots, de ne plus voir apparaître certains hashtags et plus voir apparaître les personnes qu'on veut alors que sur Facebook on suit Le Monde ou des grands journaux comme ça, Le Monde, Médiapart, je ne sais pas, et là, dans les commentaires tout le monde peut se permettre d'écrire alors à partir du moment où on va voir, on va y tomber dessus. Donc c'est pour ça que c'est un peu plus violent Facebook que Twitter quand même » (Homme, 24 ans, étudiant).

Ce jeune homme conclut en précisant qu'il trouve les échanges Facebook plus violents. Les entretiens révèlent effectivement que Facebook pose davantage problème de ce point de vue en amenant les utilisateurs à échanger des propos sensibles, au sujet des dangers du virus ou de l'efficacité des vaccins, avec des personnes qu'ils connaissent et qu'il leur est difficile de mettre à distance. L'expérience de cette jeune éducatrice spécialisée est intéressante car elle montre bien à quel point il est difficile de mettre à distance les « amis » avec lesquels on est en désaccord. L'une des spécificités des réseaux numériques est en effet de rendre davantage visibles les opinions de ceux avec qui on est amis et d'avoir une représentation beaucoup plus précise de leur positionnement politique (Hampton et al., 2017). C'est le cas chez cette jeune

femme qui a pris conscience de l'étendue de ses désaccords avec des amis de ses parents. Malgré cela, elle ne peut pas rompre le contact avec ces personnes car elle se doit de rester « polie, bien élevée et cordiale » pour ne pas mettre ses parents dans une situation embarrassante.

« J'étais et je suis encore agacée, beaucoup plus qu'anxieuse, ou alors si, peut-être anxieuse dans le fait que ce n'est pas possible qu'il y ait autant de gens qui croient à ce genre de conneries. Je ne sais pas. [Rire] et qu'on a beau apporter la preuve par A + B que non, voilà. Par des recherches, par juste des articles sur des journaux, ou des médias un peu plus renseignés. Bah non parce que les non-sachants. Donc ça, ça me stresse un peu de voir qu'il y a autant de gens qui suivent ce genre de mouvance. Je n'en ai pas énormément dans mes contacts, mais ça peut arriver. Des copains à mes parents notamment qui ont un certain âge. Qui ne manipulent pas très bien l'outil internet, et qui du coup voient un truc sur Facebook, ils le partagent parce qu'ils sont persuadés que c'est vrai. Donc bon, c'est des amis à mes parents, donc je ne peux pas non plus, donc ça reste une plateforme sociale ou moi je suis une entité sociale, je reste polie, bien élevée, et cordiale, mais voilà » (Femme, 28 ans, éducatrice spécialisée).

Comme les liens en ligne et hors ligne sont profondément encastrés, les échanges en ligne sont susceptibles d'avoir d'importantes répercussions sur les sociabilités hors ligne (Boyd, 2014). Les plus jeunes tendent alors à s'engager avec prudence dans ce type d'échanges sur des sujets sensibles, en veillant à ce que leurs prises de position ne viennent pas dégrader leurs entourages relationnels, par exemple quand les « grands-parents, les oncles, les tantes » peuvent relayer des fausses informations.

« Dans mes groupes (de discussion en ligne) de famille, bon après c'est un peu mauvaise langue vu qu'il y a des personnes de tout âge, il y a aussi beaucoup de fake-news, de choses qui ne sont pas forcément vérifiées. Ça, c'est plus dans mon côté familial en fait, où il y a un plus grand flux d'informations mais qui sera moins vérifié par mon groupe familial que par mon groupe d'amis par exemple. Où on va plus transférer des messages de quelqu'un d'autre sans vraiment aller chercher la source de tout ça. Là, je l'ai remarqué surtout dans mon groupe familial. Il y a les grands-parents, les oncles, les tantes et on a tous un rapport différent aux médias et à internet » (Homme, 24 ans, étudiant).

Comme l'enquête par questionnaire l'a montré, les réactions semblent sensiblement différentes chez les personnes plus âgées. Elles semblent pouvoir plus facilement « faire le tri » entre les membres de leurs « cercles » relationnels les plus proches et les liens plus faibles, ceux que, dans l'extrait suivant, cet homme appelle les « amis entre guillemets ». Durant la crise, les réseaux numériques ont pu les amener à découvrir « leurs idées plus profondes sur certains domaines » au point de les amener à les « supprimer » de leurs contacts. Les plus âgés semblent dès lors plus enclins à « supprimer de leur amis » ceux qui ont des idées trop éloignées des leurs. On peut envisager qu'ils maîtrisent plus facilement les conséquences de ces choix relationnels en décidant de recentrer leurs discussions en ligne autour des personnes qui ont des opinions compatibles avec les leurs.

« Déjà, en sélectionnant les personnes avec qui j'en parle donc effectivement c'est orienté puisque, je me suis aperçu que pendant le confinement qu'il y a des gens carrément, qui étaient des amis entre guillemets parce que je n'appelle pas ça vraiment des amis sur Facebook mais que j'ai sorti de mon cercle, en fait. Parce que leurs idées ne me plaisaient pas et qu'au bout d'un moment j'ai découvert des gens que je connaissais en fait, des connaissances quoi, et quand j'ai découvert leurs idées profondes sur certains domaines, bah je les ai supprimées, donc oui ça m'a permis peut-être, je ne sais pas, de changer, de faire le tri » (Homme, 56 ans, retraité).

Conclusion

En impactant le fonctionnement de nombreuses sphères d'activités, que ce soit les échanges économiques ou le marché du travail en passant par la circulation des biens et des personnes, le virus de la Covid-19 a engendré du désordre et éveillé des vives incertitudes (Grossetti, 2022). Dans ce contexte troublé, les personnes ont ressenti le besoin de consulter une palette diversifiée de sources d'information susceptibles de leur permettre de mieux comprendre les enjeux de cette crise et de suivre son évolution, en France et à l'étranger. Elles se sont alors ouvertes au pluralisme de l'information offert par l'Internet et les réseaux numériques en consultant des sites web alternatifs, comme les sites du gouvernement. Pour mieux cerner les dangers du virus et ses effets sur les institutions de santé, elles ont également pu s'intéresser aux publications diffusées dans l'esprit d'un journalisme citoyen (Goode, 2009), comme celles diffusées par les professionnels de la santé.

Cet article explique comment les participants à cette enquête ont progressivement pu être confrontés à une certaine lassitude, au sentiment d'être exposés à une vague de surinformation inutile et anxiogène. Nous avons montré que ce sentiment concerne plus spécifiquement certaines personnes, notamment des femmes. Mais, quel que soit leurs profils, les enquêtés ont majoritairement pris le parti de limiter leur exposition à toutes ces informations alternatives, témoignant finalement des effets pervers d'un pluralisme de l'information faiblement régulé et trop perméable au manque de fiabilité de certaines publications du journalisme citoyen (Figeac et al., 2021).

Pour se préserver de ces effets toxiques, beaucoup ont décidé de faire en sorte de limiter leur exposition à ces nouvelles alternatives en situant au cœur de leurs pratiques des contenus plus divertissants ou en accordant plus d'importance à des nouvelles locales, les jugeant moins focalisées sur la crise sanitaire que les informations nationales. La seconde tactique de défense identifiée renvoie à la volonté de se détourner de certains médias, notamment des chaînes d'information en continu, pour réinvestir des médias perçus comme plus fiables et moins anxiogènes, comme les stations de Radio France ou les principaux titres de la presse nationale. La troisième tactique adoptée consiste à mettre à distance les personnes avec qui les désaccords sont trop marqués.

Les entretiens montrent que ces arbitrages relationnels s'observent dans la vie de tous les jours, notamment chez les plus jeunes qui sont retournés vivre chez leurs parents durant les confinements. Mais ces arbitrages ont été plus fréquents encore chez les utilisateurs des réseaux numériques. Ils expliquent avoir cessé de lire les commentaires suscités dans les réseaux numériques par les articles des médias traditionnels, pour ne pas être tentés d'y répondre et d'y opposer leur vérité. D'autres expliquent avoir dû opérer ces arbitrages relationnels dans leurs cercles relationnels plus immédiats, en mettant de la distance avec certaines amitiés jugées dérangeantes. Nous avons montré à quel point cette distanciation n'est pas évidente pour les plus jeunes dans la mesure où les auteurs de propos complotistes ou anxiogènes peuvent être des membres de leurs familles ou des connaissances proches avec lesquelles ils préfèrent éviter de se brouiller. C'est pour cette raison qu'ils tendent à désinvestir les plateformes où ils sont le plus amenés à les côtoyer, comme Facebook, pour privilégier celles qui optimisent davantage ces arbitrages comme c'est par exemple le cas avec Twitter. Comme les personnes plus âgées et leurs cercles amicaux concentrent davantage leurs interactions en ligne autour d'une plateforme en particulier, en l'occurrence Facebook, elles prennent alors plus systématiquement le parti de mettre un terme aux amitiés dérangeantes pour continuer à entretenir leurs sociabilités en ligne dans cet environnement numérique.

En filigrane de ces enseignements, cet article esquisse finalement les effets potentiellement pervers du pluralisme de l'information offert par les ressources d'internet. Très tôt, l'internet a été perçu comme une technologie susceptible de favoriser ce pluralisme en permettant à des utilisateurs aux profils très diversifiés de partager des informations sur l'actualité et d'en débattre (J. Lee & Song, 2017), voire de produire par eux-mêmes des informations alternatives à celles diffusées par les médias traditionnels (Goode, 2009). En favorisant ces échanges de contenu et ces participations citoyennes, ces nouveaux environnements numériques offraient la promesse de revivifier les débats démocratiques (Cardon, 2010; Shane, 2004) en amenant les personnes à être exposées à un plus large éventail d'idées pas nécessairement alignées sur leurs positions politiques (Benkler, 2008). Dans ce contexte technophile d'un pluralisme de l'information triomphant et des promesses de débats démocratiques dépassant les clivages politiques, les replis des collectifs d'internautes dans l'entre-soi de certains espaces en ligne a été perçu comme un péril pour le débat démocratique (Sunstein, 2001). Très tôt, les chercheurs ont identifié des « chambres de résonance » idéologiques dans les forums de discussion de certains médias, comme le site Web de Fox News (Jamieson & Cappella, 2008). La démocratisation des usages des réseaux numériques a amplifié ce débat et ses conséquences démocratiques en raison notamment du rôle des intelligences artificielles et des algorithmes de recommandation de contenu. Initialement, les premiers algorithmes de recommandation de contenu étaient en effet pensés pour créer de l'homophilie en fonctionnant comme des « bulles de filtre » dont la vocation première était de faire remonter, au-devant des fils d'actualité des utilisateurs, des contenus alignés sur leurs positions idéologiques (Pariser, 2011). En essayant de proposer aux utilisateurs des informations en phase avec leurs attentes, ces algorithmes ont lourdement fragilisé l'idéal démocratique du pluralisme de l'information sensé être promu par les ressources de l'Internet. En France, on peut par exemple penser à la manière dont les pages

Facebook de l'extrême droite sont animées autour d'un principe de « circulation circulaire » de l'information, notamment lors des campagnes présidentielles, qui tend à favoriser le partage de mésinformation et à radicaliser les positions des visiteurs (Figeac et al., 2020). Autrement dit, de nombreux chercheurs associent à une mise en péril du débat démocratique toute tentative de repli des internautes dans des cercles de discussion regroupant une majorité de personnes aux convictions politiques alignées et similaires.

Finalement, cet article contribue modestement à relativiser ces analyses sur la ségrégation idéologique des communautés en ligne. Il montre que dans un contexte collectif de relatif « désordre » (Grossetti, 2022), où le besoin de comprendre incite les personnes à la surinformation et où les incertitudes suscitent la polarisation des positions politiques, de nombreuses personnes ressentent le besoin de prendre de la distance avec les membres de leurs cercles relationnels qui ont des positions trop incompatibles avec les leurs. Ces personnes choisissent de mettre en veilleuse le pluralisme de l'information, de faire taire les débats avec ceux qui tiennent des positions idéologiques trop opposées. Elles mettent alors en place des arbitrages relationnels contraires à l'esprit des promesses de l'Internet, en recentrant leur sociabilité en ligne autour des cercles des connaissances qui sont en phase avec elles sur les sujets les plus clivants de la crise de la Covid-19. Par leurs propos, elles démontrent l'inverse en expliquant qu'elles ont ressenti le besoin de s'extraire de ces discussions en ligne pour ne pas radicaliser leurs positions en continuant à échanger des commentaires « violents ». Elles expliquent finalement que le pluralisme de l'information en ligne peut être potentiellement anxiogène et que sa mise à distance, par le repli dans des réseaux de discussion en ligne dont les membres ont des opinions convergentes et relativement homogènes, est une manière de garantir leur sérénité afin de les dissuader de radicaliser leurs prises de positions. L'entre-soi bienveillant des réseaux en ligne aux positions idéologiques alignées n'est dès lors pas nécessairement un péril pour le débat démocratique. Lors des phases de crise où la polarisation des discussions devient intenable pour certains, il devient au contraire nécessaire à l'exercice d'une réflexion politique plus sereine et dépassionnée.

BADOUARD, R. (2018). Internet et la brutalisation du débat public. *La Vie des idées*, 6.

BASTARD, I. (2019). Coder/décoder/recoder. La construction sociale de la réception des informations sur Facebook. *Terminal. Technologie de l'information, culture & société*, 125-126.

BENKLER, Y. (2008). The wealth of networks. In *The Wealth of Networks*. Yale university press.

BERHUET, S., MANSENCAL, L. B., ÉTIENNE, L., GUISSÉ, N., & HOIBIAN, S. (2020). *10 ans d'observation de l'isolement relationnel : Un phénomène en forte progression. Les solitudes en France—édition 2020*. Crédoc.

BES, M.-P., BIDART, C., DEFOSSEZ, A., FAVRE, G., FIGEAC, J., GROSSETTI, M., LAUNAY, L., Mariot, N., Mercklé, P., & Milard, B. (2020). " *La vie en confinement : Objectifs et premiers résultats*», *La vie en confinement: études et résultats, n° 2, synthèse*.

BOYD, d. (2014). *It's complicated : The social lives of networked teens*. Yale University Press.

CARDON, D. (2010). *La démocratie Internet : Promesses et limites*. Paris.

CARDON, D., & SMOREDA, Z. (2014). Réseaux et les mutations de la sociabilité. *Réseaux*, 184(2), 161-185.

CASILLI, A. (2010). *Les Liaisons numériques. Vers une nouvelle sociabilité? : Vers une nouvelle sociabilité?* Média Diffusion.

FIGEAC J., FAVRE G., BIDEAU L., RIVES L., BELIARD A.S., JOUBERT L. (2022). Les effets secondaires de la crise sanitaire sur les sociabilités médiatisées des français. *Réseaux*, 234(4), pp.165-194.

FIGEAC, J., & FAVRE, G. (2021). How behavioral homophily on social media influences the perception of tie-strengthening within young adults' personal networks. *New Media & Society*, 14614448211020692.

FIGEAC, J., RATINAUD, P., SMYRNAIOS, N., CABANAC, G., FRAISIER-VANNIER, O., SALORD, T., & SEFFUSATTI, F. (2021). Mobile phones in the spread of unreliable information on Twitter : Evidence from the 2017 French presidential campaign. *Mobile Media & Communication*, 9(3), 441-464.

FIGEAC, J., SMYRNAIOS, N., SALORD, T., CABANAC, G., FRAISIER, O., RATINAUD, P., & SEFFUSATTI, F. (2020). Information-sharing practices on Facebook during the 2017 French presidential campaign : An « unreliable information bubble » within the extreme right. *Communications*, 45(s1), 648-670. <https://doi.org/10.1515/commun-2019-0193>

GOODE, L. (2009). Social news, citizen journalism and democracy. *New media & society*, 11(8), 1287-1305.

GROSSETTI, M. (2022). Covid-19's pandemic braking policies : A rise in generality of disorder to limit irreversibilities. *EPJ Web of Conferences*, 263, 01004.

GUESS, A., NAGLER, J., & TUCKER, J. (2019). Less than you think: Prevalence and predictors of fake news dissemination on Facebook. *Science advances*, 5(1), eaau4586.

HAMPTON, K. N., SESSIONS, L. F., & HER, E. J. (2011). Core networks, social isolation, and new media : How Internet and mobile phone use is related to network size and diversity. *Information, Communication & Society*, 14(1), 130-155.

HAMPTON, K. N., SHIN, I., & LU, W. (2017). Social media and political discussion : When online presence silences offline conversation. *Information, Communication & Society*, 20(7), 1090-1107.

HAYTHORNTHWAITE, C. (2005). Social networks and Internet connectivity effects. *Information, Communication & Society*, 8(2), 125-147. <https://doi.org/10.1080/13691180500146185>

JAMIESON, K. H., & CAPPELLA, J. N. (2008). *Echo chamber : Rush Limbaugh and the conservative media establishment*. Oxford University Press.

KIRÁLY, O., POTENZA, M. N., STEIN, D. J., KING, D. L., HODGINS, D. C., SAUNDERS, J. B., GRIFFITHS, M. D., GJONESKA, B., BILLIEUX, J., & BRAND, M. (2020). Preventing problematic internet use during the COVID-19 pandemic : Consensus guidance. *Comprehensive psychiatry*, 100, 152180.

LAATO, S., ISLAM, A. N., ISLAM, M. N., & WHELAN, E. (2020). What drives unverified information sharing and cyberchondria during the COVID-19 pandemic? *European journal of information systems*, 29(3), 288-305.

LE CAROFF, C. (2015). Le genre et la prise de parole politique sur Facebook. *Participations*, 2, 109-137.

LEE, J., & SONG, H. (2017). Why people post news on social networking sites : A focus on technology adoption, media bias, and partisanship strength. *Electronic News*, 11(2), 59-79.

LEE, Y.-C., MALCEIN, L. A., & KIM, S. C. (2021). Information and Communications Technology (ICT) Usage during COVID-19: Motivating Factors and Implications. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 18(7), 3571. <https://doi.org/10.3390/ijerph18073571>

LICOPPE, C. (2002). Sociabilité et technologies de communication. *Réseaux*, 2, 172-210.

MCKAY, S., & TENOVE, C. (2021). Disinformation as a threat to deliberative democracy. *Political Research Quarterly*, 74(3), 703-717.

NGUYEN, M. H., GRUBER, J., MARLER, W., HUNSAKER, A., FUCHS, J., & HARGITAI, E. (2021). Staying connected while physically apart : Digital communication when face-to-face interactions are limited. *New Media & Society*, 146144482098544. <https://doi.org/10.1177/1461444820985442>

PARISER, E. (2011). The filter bubble: What the Internet is hiding from you. penguin UK.

SAFI, M., COULANGEON, P., GODECHOT, O., FERRAGINA, E., HELMEID, E., PAULY, S., RECCHI, E., SAUGER, N., & SCHRADIE, J. (2020). *La vie entre quatre murs : Travail et sociabilité en temps de confinement*.

SHANE, P. M. (2004). *Democracy online : The prospects for political renewal through the Internet*. Routledge.

STEPHAN, G., & VAUCHEZ, Y. (2021). Dévoiler les «bobards» des médias dominants. Les stratégies de (dé) légitimation de la réinformation. *RESET. Recherches en sciences sociales sur Internet*, 10.

SUNSTEIN C.R. (2001). *Republic.Com*. Princeton, Nj. Princeton University Press. p. 224.

THEOCHARIS, Y., CARDENAL, A., JIN, S., AALBERG, T., HOPMANN, D. N., STRÖMBÄCK, J., CASTRO, L., ESSER, F., VAN AELST, P., & DE VREESE, C. (2021). Does the platform matter? Social media and COVID-19 conspiracy theory beliefs in 17 countries. *new media & society*, 14614448211045666.

VAN AELST, P., TOTH, F., CASTRO, L., ŠTĚTKA, V., VREESE, C. DE, AALBERG, T., CARDENAL, A. S., CORBU, N., ESSER, F., & HOPMANN, D. N. (2021). Does a crisis change news habits? A comparative study of the effects of COVID-19 on news media use in 17 European countries. *Digital Journalism*, 9(9), 1208-1238.